



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE 6

de la décision de la Commission relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Niger à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action pour le programme d'appui à la société civile (PASOC III)

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Programme d'appui à la société civile (PASOC III) Numéro CRIS: NE/FED/038-460 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement			
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	Niger L'action sera menée dans les 8 régions du Niger. La gestion du projet sera installée à Niamey			
3. Document de programmation	Programme Indicatif National (PIN) 11 ^e Fonds européen de développement (FED) Niger (2014-2020)			
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Mesures d'appui à la Société Civile			
5. Montants concernés	Coût total estimé: 9 450 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 8 000 000 EUR La présente action est cofinancée par des bénéficiaires de subvention potentiels pour un montant indicatif de 1 450 000 EUR.			
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Modalité de projet Gestion indirecte avec la République du Niger			
7. Code(s) CAD	15150 – Participation Démocratique et Société Civile			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance			X
	Aide à l'environnement	X		
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)		X	
	Développement du commerce	X		
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X		

	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X		
	Lutte contre la désertification	X		
	Atténuation du changement climatique	X		
	Adaptation au changement climatique	X		
9. Domaine d'intervention du Plan d'action de La Valette	Domaine 1.3: Faire face à l'instabilité et aux crises (Soutenir le renforcement de l'État, l'État de droit et la bonne gouvernance)			

RESUME

Dans la suite des programmes d'appui à la société civile, PASOC I et II, et tenant compte des constats établis et des enjeux actuels, le présent programme vise à soutenir le renforcement des organisations de la société civile (OSC) afin qu'elles jouent un rôle accru dans le développement du Niger, tout particulièrement à travers l'amélioration des conditions de vie des populations, la participation dans les politiques publiques et la consolidation de la démocratie.

Il va permettre de relever trois défis majeurs : (i) améliorer l'efficacité et la crédibilité des OSC; (ii) renforcer les dynamiques collectives au sein de la société civile nigérienne; (iii) et promouvoir la concertation et le dialogue accru entre les pouvoirs publics et la société civile.

La mise en œuvre de ce nouveau programme dans toutes les régions du pays contribuera notamment à:

- Mieux affirmer le rôle de la société civile dans la consolidation de la démocratie et dans la lutte contre la pauvreté.
- Soutenir les dynamiques régionales et nationales de structuration et de professionnalisation de la société civile.
- Renforcer les espaces de concertation en appuyant les dynamiques existantes et en favorisant les synergies d'action entre les OSC, les pouvoirs publics et les élus locaux.

Il permettra ainsi d'assurer à la société civile les moyens et les conditions nécessaires à l'exercice d'un rôle plus effectif et reconnu dans la prévention et l'action répondant à la situation et aux attentes de la population du Niger. De ce fait, le programme contribue aussi à la mise en place du Plan d'Actions de La Valette, en particulier en ce qui concerne le soutien au renforcement de l'État, l'État de droit et la bonne gouvernance (Domaine 1.3: Faire face à l'instabilité et aux crises).

En outre, la mise en œuvre de ce programme devrait renforcer les conditions d'une plus grande confiance réciproque entre les acteurs étatiques et non étatiques du développement. A cette fin, le ministère de tutelle sera accompagné par le programme pour disposer de moyens adéquats pour remplir efficacement ses missions de régulation, de suivi, de conseil, de facilitation et de circulation de l'information, et toutes tâches annexes y afférant.

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement pour un montant de 8 000 000 EUR pour une période de mise en œuvre de 42 mois. Pour faciliter la mise en œuvre des activités, ce montant représente seulement la moitié de l'enveloppe allouée aux mesures d'appui à la société civile du PIN 11^e FED Niger. Un

deuxième programme, qui profitera des expériences préalables, sera proposé dans le cadre du Plan Annuel d'Action 2018.

La maîtrise d'ouvrage de ce programme sera assurée par le Ministère de l'Economie et des Finances en sa qualité d'Ordonnateur national (ON). Différents départements ministériels seront associés à sa mise en œuvre, en particulier la Direction des ONG et Associations de Développement, y compris dans la participation aux instances de gouvernance du programme. Le lancement des appels d'offres et la contractualisation des subventions seront gérés par la Délégation de l'Union Européenne au Niger (DUE).

Afin d'éviter un gap trop long entre le PASOC II et le PASOC III, une clause suspensive est prévue afin de lancer l'appel d'offres pour la sélection de l'assistance technique le plus rapidement possible.

1. Le contexte

1.1. Contexte sectoriel

Au Niger, il n'existe pas encore de politique sectorielle concernant la société civile. Adopté en août 2012, le Plan de Développement Economique et Social (PDES 2012-2015) est le document de base qui constitue le cadre stratégique à moyen terme pour les politiques nationales et les appuis des partenaires internationaux. Le PDES affirme que la société civile a un rôle important à jouer dans le développement national. En conséquence, celle-ci a été associée à sa mise en place et participe à sa mise en œuvre dans les différentes commissions de suivi

Les autorités du Niger ont ainsi fait des efforts pour avancer dans les questions relatives à la société civile, notamment dans le cadre des différentes phases du programme d'appui à la société civile (PASOC I et II) financés par le 9^e et 10^e FED. Le processus de décentralisation, amorcé depuis 2004, a permis de renforcer l'implication des acteurs de la société civile, notamment dans la mise en œuvre des plans de développement. Par ailleurs, des travaux sur l'amélioration des textes législatifs et réglementaires régissant le statut des OSC ont aussi été menés et plusieurs concertations entre l'Etat et la société civile ont eu lieu à ce sujet. Toutefois, à cette date, malgré le constat que cette législation est devenue obsolète, cela ne s'est pas encore traduit par la promulgation d'un nouveau cadre juridique et réglementaire.

La formulation d'un nouveau programme d'appui à la société civile, à compter de 2016, constitue une opportunité pour faire un point sur l'état d'avancement de l'action des organisations de la société civile et formuler de nouvelles orientations et des objectifs pour son renforcement et développement. Cela est d'autant plus important que cet exercice correspond à la fin du PDES 2012-2015 et au début du nouveau PDES qui doit couvrir la période 2016 - 2020, ainsi qu'à la formulation de la Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive 2035 (SDDCI). La Stratégie en matière d'immigration irrégulière qui est en préparation, devrait également constituer un pôle de dialogue renforcée avec les OSC. Ces derniers devraient également être associés aux travaux du Cadre de Concertation Migration qui devrait commencer ces activités en 2017.

Pour que le rôle de la société civile soit plus affirmé dans la vie nationale, il est important de relever un certain nombre de défis qui constituent des contraintes à l'expression de son potentiel.

1.1.1. Evaluation des politiques publiques et cadre des politiques de l'UE

En référence à l'Accord de Cotonou, on distingue trois niveaux de dialogue stratégique :

- L'implication des OSC dans la planification des stratégies et des priorités, ainsi que dans les activités de coopération et dans le dialogue Etat du Niger – UE. Des échanges sont périodiquement organisés depuis 2010, via notamment les programmes PASOC. A titre d'exemple on peut citer les consultations menées récemment dans le cadre de la préparation de la programmation du 11^e FED et dans le cadre de la revue à mi-parcours du PASOC II.
- Le renforcement des capacités des OSC pour un dialogue plus efficace, la maîtrise des politiques publiques et une meilleure connaissance sectorielle. A travers les programmes PASOC I et II diverses initiatives ont été menées dans ce cadre.
- Le soutien des OSC dans l'exercice de leurs activités, notamment dans les domaines du développement durable, de la santé, de l'éducation, des droits des personnes vulnérables, de la promotion de la paix, de la gestion des ressources naturelles et de la cohésion sociale.

L'Union Européenne a développé, de concert avec les structures gouvernementales et les autres parties prenantes, une stratégie d'appui à la société civile au Niger dans l'élaboration de la Feuille de Route de la Société Civile 2014-2017 qui a identifié 3 priorités d'intervention qui devraient s'inscrire dans un cadre d'approche commune et consolidée de l'UE et des Etats membres pour une coordination et une visibilité accrue des actions en appui à la société civile. Il s'agit de mieux:

- Structurer le dialogue entre l'UE et les OSC.
- Renforcer l'efficacité de la participation des OSC nigériennes aux dialogues politiques.
- Renforcer la capacité des OSC à exercer plus efficacement leurs rôles d'Acteurs indépendants du développement.

Dans la perspective d'optimiser la participation des OSC dans le processus de coopération au développement, différents mécanismes de dialogue sont mis en œuvre. Ils ont pour objectif d'améliorer la compréhension des différentes parties prenantes, d'augmenter l'efficacité et la complémentarité des interventions de la société civile au Niger et d'assurer une consultation plus régulière. Ainsi, plusieurs cadres de dialogue sectoriels ont vu le jour, en collaboration avec les ministères, les OSC et les autres partenaires techniques et financiers dans une approche multi ou bilatérale. Les secteurs couverts sont: la gouvernance, la justice et les droits de l'homme, la population, la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et le secteur de l'eau, la décentralisation et le développement local. Un cadre de concertation société civile est en gestation afin de consolider et compléter les approches sectorielles.

1.1.2. Analyse des parties prenantes

Les principales parties prenantes (bénéficiaires et groupes cibles) sont constituées par les organisations de la société civile et les associations de développement nigériennes d'une part, et par les services ministériels assurant la tutelle des OSC et les associations de développement, d'autre part.

Concernant les associations, sont autant concernés les structures et regroupements de base qui sont principalement impliqués dans les résultats n°1 et 3 du programme que les organisations faîtières, les plateformes et réseaux qui sont particulièrement pris en compte dans les résultats n°2 et 3. A l'intérieur de ce groupe cible, les organisations de la société civile constituent donc les bénéficiaires directs des actions prévues dans le programme.

La Direction des ONG et Associations de Développement (DONGAD, organisme de tutelle des OSC) du Ministère du Développement Communautaire et de l'Aménagement du Territoire constitue également un bénéficiaire direct dans la mesure où elle va être soutenue par des actions et services du programme pour renforcer ses capacités de coordination, de

suivi et de circulation de l'information relative à la vie associative et au développement des activités de la société civile.

Les bénéficiaires finaux des actions sont les populations pour lesquelles les OSC et les associations de développement travaillent quotidiennement. Parmi ces bénéficiaires, les options et stipulations qui seront contenues dans les lignes directrices des projets mettront en avant les populations qui sont les plus vulnérables (femmes, jeunes) et/ou qui vivent dans des situations de forte précarité.

Le programme vise à mieux structurer et à renforcer les capacités des OSC en appuyant les dynamiques existantes et en favorisant les synergies d'action entre les OSC, les pouvoirs publics et les élus locaux par l'inscription des actions dans les initiatives locales de développement des communes.

Le programme va de ce fait renforcer les relations et la collaboration entre les acteurs de la société civile et les pouvoirs publics. Il permet aux organes de la tutelle de pouvoir mieux assurer leur rôle de suivi, de facilitation et d'information. Il va contribuer à créer une plus grande confiance dans les capacités des uns et des autres et les engager dans des actions communes au Niger, dans la sous-région et à l'international.

Les partenaires techniques et financiers de leur côté, devraient également bénéficier de l'input et l'output des activités du Programme, tout en contribuant à renforcer la coordination et la complémentarité d'action de soutien aux OSC directement ou indirectement.

1.1.3. Domaines prioritaires pour l'appui/Analyse du problème

La première priorité est relative à *la promotion d'un environnement propice aux OSC nécessaire à l'exercice des capacités renforcées de la société civile*. Elle met l'accent sur la réforme des dispositions légales et réglementaires pour, d'une part, les adapter à l'évolution du mouvement associatif nigérien et du contexte général de démocratisation qui consacre les libertés publiques au Niger et, d'autre part, pour les mettre en cohérence avec les textes et accords internationaux ratifiés par le Niger. Dans cette priorité, une attention particulière est accordée à l'amélioration des interrelations entre les OSC et les partenaires au développement.

La deuxième priorité vise *le renforcement de l'efficacité de la participation des OSC aux dialogues sur les politiques* et cible principalement la promotion et le renforcement des espaces de dialogue inclusif sur les politiques publiques et programmes de développement.

La troisième priorité est centrée sur *le renforcement des capacités des OSC à exercer plus efficacement leurs rôles d'acteurs indépendants du développement*. Elle porte notamment sur les principaux aspects suivants: le développement des capacités techniques, l'appui aux réflexions stratégiques portant sur l'indépendance des OSC, leur représentativité et leur gouvernance interne, la coordination et le partenariat entre les OSC, la promotion auprès des Etats membre et auprès des autres partenaires techniques et financiers des modalités de partenariats avec les OSC, le soutien des initiatives des OSC pour familiariser les citoyens aux questions budgétaires, à la lutte contre la corruption et enfin la promotion et le soutien à l'élaboration et l'adoption par les OSC d'instruments d'autorégulation.

Classé parmi les pays les plus pauvres du monde le Niger est confronté à des défis majeurs. Le rôle complémentaire des OSC dans le développement est ainsi attendu par les autorités nigériennes. Néanmoins, la capacité des OSC à jouer pleinement leur rôle de partenaire de développement social et économique reste faible. C'est pourquoi l'Union Européenne continue à accorder une attention particulière à la gouvernance et l'appui aux réformes

économiques et sociales comme un des deux domaines de concentration, tout en insistant parmi les principales actions prévues sur l'appui institutionnel renforcé aux OSC.

En termes de capacité, les OSC sont encore limitées principalement par (i) un manque de planification et de ressources humaines et financières pour agir de manière stratégique et sur le long terme, (ii) un faible niveau de structuration et de concertation pour leur assurer une position forte en tant que partenaires de dialogue, (iii) un statut légal et administratif dépassé, (iv) une culture citoyenne insuffisamment développée et (v) des problèmes persistants de gouvernance interne.

Le programme envisagé permet d'agir sur ces différents aspects en accompagnant la structuration et la professionnalisation renforcée des organisations de la société civile, en mettant à leur disposition des opportunités de formation, d'appui technique et/ou de financement de leurs activités à travers des projets qui visent, non seulement à réduire la pauvreté, mais également à bâtir des projets associatifs, à mieux impliquer les jeunes et les femmes dans l'animation des associations, à véhiculer la culture comme facteur de développement et à contribuer au renouvellement du leadership. En renforçant la structuration et la professionnalisation des OSC, celles-ci devraient mieux contribuer au processus de développement du Niger.

En favorisant les espaces de concertation et la réalisation conjointe multipartenaire de projets, incluant les pouvoirs publics et les élus locaux, le programme vise à élever les capacités de dialogue, de négociation, d'échanges d'expertises, et de plus forte implication dans la formulation et l'exécution des politiques de développement.

En s'appuyant sur la recherche universitaire et scientifique, le programme élargit les opportunités pour rehausser le niveau de compréhension et d'analyse des politiques publiques et mieux positionner les organisations de la société civile, notamment leurs structures faitières, les plateformes et réseaux, dans les débats et enjeux nationaux et internationaux.

Cette opportunité assurera aux OSC une gestion de projets en cohérence avec ces enjeux à travers de actions de plaidoyer, de dialogue renforcé multipartite et de mise en réseau.

Enfin, des exercices de capitalisation vont alimenter la réflexion sur les contenus, les modalités et les pratiques de la concertation entre les différents acteurs et parties prenantes et sur la pérennité d'un dispositif d'appui-conseil et d'accompagnement de la société civile.

2. Risques et hypothèses

Les risques identifiés concernent des questions essentiellement liées au contexte socio-politique et à la gouvernance des organisations de la société civile.

Nature du risque	Niveau de risque	Mesures d'atténuation
L'insécurité dans certaines régions du pays qui peut menacer la paix et la stabilité	Ce risque est faible dans l'ensemble du pays mais il est moyen ou même élevé dans certaines zones de mise en œuvre du programme où le manque de perspectives peut tenter les jeunes pour joindre des groupes radicaux et violents	Le programme va mener des actions dans ces zones et devrait renforcer les dispositifs pour la stabilité et la paix et mobiliser les jeunes dans des actions orientées vers le développement du pays. Dans cette perspective, le programme devrait veiller également à soutenir des actions dans le domaine culturel et sportif.
Le cadre juridique et	Risque moyen qui peut	Malgré plusieurs tentatives, ce cadre

réglementaire régissant les activités des organisations de la société civile est dépassé	affecter le développement des actions de la société civile.	n'a pas encore fait aujourd'hui l'objet d'une actualisation et d'un consensus entre les parties. Le programme envisage de poursuivre les actions pour la mise en place d'un nouveau cadre juridique et réglementaire des OSC. De même, la DUE devrait insister sur l'importance de cette question auprès des autorités du pays au moment de la mise en place du programme afin qu'elles accélèrent l'actualisation du cadre juridique et réglementaire.
Problèmes persistants de gouvernance interne et manque du respect de la réglementation de la part des OSC	Ce risque, existant aujourd'hui, est très probable	L'élaboration d'instruments d'autorégulation (Charte), ainsi que la structuration et professionnalisation renforcée des OSC seront promues par le programme
Hypothèses : - Volonté de l'Etat de coopérer avec la société civile, notamment dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la démocratie - Engagement des OSC à jouer un rôle constructif de dialogue externe et interne au secteur		

3. Enseignements tirés, complémentarité et questions transversales

3.1. Enseignements tirés

Des enseignements importants et pertinents pour l'identification de ce programme ont été dégagés lors de la mise en œuvre des phases I et II du PASOC I. Ils ont été corroborés par les analyses faites dans la feuille de route de l'UE et au cours de l'évaluation mi-parcours du PASOC II. Ces enseignements peuvent être regroupés en trois principales questions :

- Dans un contexte de grande pauvreté et de manque de moyens et de ressources pour les OSC, un certain nombre d'entre elles ont tendance à intervenir sans perspective stratégique, sans tenir compte de leur capacité de gestion d'activités et/ou de projets au risque de s'éloigner de leurs missions originelles et de perdre leur identité. Ces pratiques engendrent un climat de concurrence quelquefois malsain et des perceptions négatives au sein de l'opinion publique nationale et auprès des partenaires techniques et financiers. Elles mettent au cœur du fonctionnement des OSC les questions relatives à leur crédibilité et à leur légitimité. C'est une des raisons pour lesquelles, le projet envisage d'accompagner la structuration et le développement des OSC en reposant les questions éthiques et d'engagement citoyen.
- Malgré ces difficultés et les dysfonctionnements notés au sein de la société civile, il existe un potentiel important qui se révèle à plusieurs moments de la vie nationale. Un certain nombre d'associations manifestent un grand professionnalisme et un engagement marqué pour l'intérêt général. Ces associations constituent des points de repère pour dynamiser les actions de la société civile. Parmi celles-ci, certaines seront sélectionnées par le programme pour apporter leur contribution, réaliser des services et constituer des exemples pouvant inspirer d'autres associations. Elles auront un rôle important à jouer dans le nouveau programme.

- L'éclatement et l'éparpillement de la société civile amoindrissent sa capacité à agir auprès des pouvoirs publics et des partenaires au développement de manière efficace. Les impératifs de coordination et de consolidation d'une voix collective de la société civile s'imposent pour influencer significativement les débats de politique publique, mettre en œuvre des stratégies de plaidoyer porteuses, engager des initiatives d'accompagnement des OSC pertinentes et efficaces et créer un cadre partenarial plus équilibré avec les autres acteurs de développement. Les modalités de cette coordination et de cheminement collectif, ainsi que leurs formes, doivent faire l'objet d'un consensus général issu d'un processus participatif au sein des OSC. L'Etat et les partenaires au développement doivent accompagner une telle dynamique et la renforcer. Le programme va s'y atteler.

L'évaluation finale (actuellement en cours) signale dans ses conclusions intermédiaires que le PASOC II a souffert de quelques contradictions sur le plan du statut des OSC. Ces dernières sont toujours considérées comme des acteurs bénéficiaires et non pas comme des acteurs partenaires. Ceci a amené à concentrer l'attention sur la réalisation d'actions en négligeant l'acteur qui les réalise, selon une logique qui a démontré toutes ses limites.

Quant aux actions de renforcement de capacités, il est recommandé d'aller au-delà d'une simple série d'activités de formations en respectant la vocation et savoir-faire des acteurs. Le renforcement de capacités doit avoir une durée qui s'étend dans le moyen-long terme et ne peut qu'être individuel, c'est-à-dire il doit être ciblé en fonction de la réalité de chaque OSC, de sa propre mission, de son identité et de ses objectifs opérationnels. En d'autres termes, le renforcement de capacités doit suivre un parcours bien précis et balisé qui doit faire l'objet d'un accord préalable et d'un consensus entre tous les membres de l'organisation.

3.2. Complémentarité, synergie et coordination des bailleurs de fonds

Une coordination des partenaires techniques et financiers en matière d'appui à la société civile a été mise en place sur une base informelle par la Délégation UE pour garantir et renforcer la concertation entre ces partenaires. Ce groupe interagit comme un sous-groupe du cadre de concertation des partenaires techniques et financiers pour la décentralisation et le développement local. Une des interventions a inclus la contribution à la communication de l'UE sur la société civile. Cette coordination a été consolidée par la feuille de route de la société civile (2014-2017) dont l'objectif est de renforcer la cohérence des appuis de l'UE, des Etats membres et des autres partenaires techniques et financiers (PTF), au bénéfice des OSC nigériennes. Le comité de suivi de la feuille de route est un élément majeur de vigilance d'une complémentarité et d'une synergie d'actions.

Par ailleurs, le lancement du cadre de concertation société civile, élargi aux ministères, aux PTF et aux OSC est une nouvelle opportunité de mettre des coordinations sectorielles au premier plan, en complément des outils existants.

Dans cette perspective, il faut signaler la tenue du Forum de Tahoua et la table ronde OSC-PTF-Etat en septembre 2011 (à l'origine de la Déclaration dite de Niamey) qui ont consacré le rôle de chef de file de la DUE dans la préparation des Assises Nationales destinées à une réflexion tripartite plus élargie (OSC-PTF-Etat). Ce processus n'a pas été mené à son terme et il serait nécessaire de le relancer pour favoriser la synergie et la complémentarité entre les différents intervenants.

L'ambassade de France (Service de Coopération et Action Culturelle – SCAC) a initié une coordination des chargés de projet/programme des partenaires au développement qui traitent des questions au niveau opérationnel dans le domaine des appuis à la société civile. Plus récemment le SCAC a aussi réuni un Comité Consultatif dont fait partie la Délégation de

l'UE, nommé Pôle Société civile, représentatif des PTF actifs auprès de la société civile afin de présenter et de valider ses orientations au Niger. Le Comité réuni en 2015 a permis la sélection d'une dizaine de projets répartis dans l'ensemble des 8 régions du pays.

3.3. Questions transversales et autres

Par la nature même du programme, la gouvernance reste au cœur de ce programme. Pour atteindre l'objectif fixé, le programme met davantage l'accent sur les droits humains et sur la citoyenneté (ce qui inclut un soutien à l'égalité des genres, au droit à un environnement sain et à un développement durable) et à la culture. En outre le PASOC III s'inscrit de manière plus large dans les secteurs de concentration du 11^e FED au Niger qui prennent en considération les défis majeurs auxquels le Niger est confronté, notamment dans les domaines climatiques, sécuritaires, sociaux.

Pour que cette transversalité soit effective, les mécanismes de coopération entre partenaires techniques et financiers et les pouvoirs publics, la coordination, l'échange d'information et les actions conjointes doivent être renforcés. En effet, toutes les interventions de l'UE interagissent avec celles des autres parties prenantes locales et internationales qui impliquent d'une manière ou d'une autre la société civile nigérienne directement ou indirectement dans différents secteurs prioritaires.

Les questions relatives à la promotion des droits de l'homme dont particulièrement les droits des enfants et des femmes, à l'égalité des sexes et à la durabilité environnementale sont prises en compte et font partie intégrante de la philosophie du programme.

En particulier, les questions d'égalité des genres qui ont été identifiées sont prises en compte sous une double modalité : (i) favoriser le renouvellement et une plus forte implication et leadership des femmes dans les organes d'animation des OSC et (ii) à travers les projets, l'analyse des vulnérabilités des filles et des femmes bénéficiaires finaux privilégiés des activités.

4. Description de l'action

4.1. Objectifs du programme et résultats

L'objectif global du programme est de soutenir les dynamiques de renforcement des OSC afin qu'elles jouent un rôle accru dans le développement du Niger tout particulièrement à travers l'amélioration des conditions de vie des populations, de la consolidation de la démocratie et de la bonne gouvernance. Le renforcement de l'Etat de droit et la promotion des droits humains est ainsi placé au cœur du processus de développement du pays en contribuant de cette façon à la réalisation de l'Objectif de Développement Durable N° 16 "Paix, justice et institutions efficaces". Le programme contribue aussi à la mise en place du Plan d'Actions de La Valette, en particulier en ce qui concerne le soutien au renforcement de l'État, l'État de droit et la bonne gouvernance (Domaine 1.3: Faire face à l'instabilité et aux crises).

Deux objectifs spécifiques sont définis pour la réalisation de cet objectif global. Il s'agit de :

- (i) consolider les capacités individuelles et collectives des OSC pour une participation accrue à la mise en œuvre des politiques publiques de développement ;
- (ii) renforcer les opportunités et les conditions de concertation et d'un dialogue plus structuré entre les pouvoirs publics et la société civile pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, ainsi que parmi les différentes OSC, entre les OSC et les partenaires techniques et financiers.

Les changements escomptés concernent la contribution de la société civile à la réduction de la pauvreté et la consolidation de la gouvernance démocratique. Le travail des OSC auprès des populations les plus vulnérables et défavorisées va renforcer leur opportunité d'autonomisation et d'inclusion sociale.

En renforçant les capacités individuelles et collectives des acteurs de la société civile et, en parallèle, celles des représentants publics, le programme induit non seulement une amélioration de la mise en œuvre des politiques publiques mais également il favorise une meilleure gouvernance au plan local et national, une meilleure collaboration entre les acteurs étatiques et non étatiques. A travers notamment les actions de plaidoyer, les organisations agissent pour une consolidation de la démocratie.

Résultats du programme

La stratégie mise en œuvre par le programme devrait permettre d'atteindre trois résultats.

Par rapport à l'Objectif Spécifique "(i) consolider les capacités individuelles et collectives des OSC pour une participation accrue à la mise en œuvre des politiques publiques de développement"

Résultat 1 : L'efficacité et la crédibilité des OSC sont renforcées en tenant compte de leur diversité.

Compte tenu des insuffisances internes de la société civile (multiplicité et concurrence des organisations faitières, contributions limitées dans la formulation des politiques publiques, positionnement politique partisan de certains cadres et organisations, perceptions négatives au sein de l'opinion publique, etc.) et du manque de confiance réciproque entre les pouvoirs publics et les principales organisations de la société civile, la reconstruction d'une identité forgée autour de l'exemplarité, de la crédibilité, d'une capacité d'expression collective sur les questions d'intérêt majeur et public et de l'efficacité dans l'action sont des enjeux essentiels.

Pour que ce résultat soit effectif, il est indispensable de favoriser l'affirmation de nouveaux leaders et cadres associatifs (jeunes avec une attention particulière aux femmes) dans l'impulsion d'un processus global de structuration d'un mouvement qui doit s'appuyer sur des dynamiques locales, régionales et nationales. Cette démarche devrait contribuer à une plus forte légitimité de la société civile et rendre possible l'atteinte du deuxième résultat.

Résultat 2 : Les dynamiques collectives au sein de la société civile sont renforcées.

L'enjeu est de dépasser l'atomisation de la société civile et de créer les conditions d'une véritable action collective qui s'appuie sur l'affirmation de nouveaux leaders, à côté des anciens, et qui revivifie tout le processus en s'appuyant sur les multiples initiatives locales portées par les associations de développement, les fadas, les organisations de producteurs, de femmes et de jeunes.

Afin de raffermir le positionnement de la société civile sur des questions majeures (ex : paix et sécurité, suivi budgétaire, meilleure répartition des revenus nationaux, démographie galopante, rôle des femmes, etc.), la recherche universitaire et scientifique sera sollicitée pour accompagner la construction d'argumentaires pour renforcer l'expertise des organisations de la société civile et leurs contributions à la formulation des politiques publiques et de l'approfondissement de l'état de droit. Cette expertise pourra notamment être valorisée lors des revues sectorielles des politiques de développement (contributions, propositions alternatives, plaidoyer, etc.) et d'échanges de bonnes pratiques entre OSC de la sous-région.

Par rapport à l'Objectif Spécifique "(ii) renforcer les opportunités et les conditions de concertation et d'un dialogue plus structuré

Résultat 3 : La concertation et le dialogue entre les pouvoirs publics et la société civile sont améliorés et effectifs.

En permettant aux organisations de la société civile d'être présentes et actives dans les organes de gouvernance du programme, celui-ci fonctionne comme un creuset qui préfigure d'un dialogue structuré entre les acteurs étatiques et non étatiques de la vie publique. Les autorités de tutelle doivent être accompagnées par le programme pour disposer de moyens adéquats pour remplir efficacement leurs missions de régulation, de suivi, de conseil, de facilitation et de circulation de l'information. La concertation va aussi impliquer directement d'autres départements ministériels et l'association des élus.

A travers des projets de territoire impliquant les principales parties prenantes, cette démarche de concertation va se prolonger dans les localités et les régions à travers l'exécution conjointe de projets partenariaux.

Enfin, tout ce travail sera accompagné par des exercices de capitalisation qui permettront d'éclairer les conditions, contenus et modalités du dialogue politique (pratiques de concertation) d'une part, et les conditions de pérennité des dynamiques enclenchées en fin de projet d'autre part.

4.2. Activités principales

Pour le résultat 1 « L'efficacité et la crédibilité des OSC sont renforcées en tenant compte de leur diversité. », les activités concernent:

- Renforcement du fonctionnement et de structuration des OSC, en valorisant leur potentiel et savoir-faire.
- Identification, encouragement et accompagnement de jeunes leaders et des femmes pour une participation effective dans les organisations.
- Mise en place consensuelle d'un document de référence (Charte) sur les principes, valeurs et modes de fonctionnement des OSC par des objectifs acceptés par les associations.

Pour le résultat 2 «Les dynamiques collectives au sein de la société civile sont renforcées », les activités concernent :

- Organisation de concertations thématiques sur des questions communes à plusieurs associations au niveau local, régional et national, assurant la participation des groupes vulnérables, y compris des femmes, à la vie publique.
- Mise en œuvre de projets d'actions concertées sur des thèmes majeurs (actions de plaidoyer par exemple).
- Continuation des activités mises en œuvre pour un possible soutien à la création d'un centre de services aux associations nigériennes.
- L'implication de la recherche universitaire et scientifique dans l'élaboration d'argumentaires et le positionnement des OSC sur des enjeux nationaux et internationaux.
- Identification et valorisation d'une expertise interne aux OSC pouvant être mobilisée pour des appuis ponctuels ou durables auprès d'autres associations (appuis par les pairs).

- Participation des OSC à des initiatives permettant de raffermir leurs actions collectives: revue des politiques sectorielles des politiques de développement, participation à des initiatives sous régionales et internationales, et concertations sous régionales.

Pour le résultat 3 « La concertation et le dialogue entre les pouvoirs publics et la société civile sont améliorés et effectifs », les activités concernent :

- Renforcement du dispositif de suivi et d'analyse des actions des OSC (production d'un rapport annuel).
- Renforcement des capacités institutionnelles de l'Etat (directions et organismes de tutelle) pour l'encadrement et l'accompagnement des OSC, y compris la gestion de la base de données mise en place par PASOC II
- Mise en place d'organes de gouvernance du programme et, en fonction des dynamiques locales, de collèges régionaux des acteurs de la société civile.
- Etablissement d'espaces conjoints (société civile, pouvoirs publics, élus, autorités locales) d'échanges, d'apprentissages et de dialogue facilitant la convergence des analyses et des positions, d'actions conjointes sur des questions d'intérêt commun et, par la même occasion, la réduction des contraintes et des difficultés dans l'exercice des activités des OSC.
- Mise en œuvre de projets dans une approche territoriale du développement local impliquant les OSC et les pouvoirs publics locaux.
- Lancement d'activités de participation conjointe à des initiatives nationales, sous régionales et internationales.

4.3 Logique d'intervention

Le renforcement de la société civile dans le cadre du 11^e FED s'explique par la nécessité d'intégrer davantage les OSC dans le processus de lutte contre la pauvreté et de développement durable au Niger. Cette perspective s'inscrit dans les objectifs poursuivis dans le cadre de l'Accord de Cotonou et soutenus dans le Plan de Développement Economique et Social du pays ainsi que dans la réalisation des Objectifs Durables de Développement.

Il s'agit de soutenir les efforts menés sous le PASOC I et II et d'optimiser l'implication et la contribution des organisations de la Société Civile. Ce processus découlera notamment d'une plus grande légitimité, crédibilité et efficacité des OSC et de leurs actions en tant qu'acteurs indépendant et moteur de changement au Niger, en partenariat avec les acteurs publics et les partenaires techniques et financier.

La matrice du cadre logique du projet présente plus en détail les perspectives poursuivies et les étapes de la mise en œuvre d'un renforcement du rôle des OSC dans le développement du Niger et la gestion du défi de la pauvreté et de la bonne gouvernance.

Dotées d'une efficacité et d'une crédibilité accrue envers les citoyens et envers les institutions du gouvernement, et en travaillant de concert, les OSC seront plus à même de concilier leurs intérêt et agir conjointement par de réelles dynamiques collectives en ce qui concerne la formulation et mise en œuvre des politiques publiques, l'approfondissement de l'Etat de droit et le traitement des enjeux socio-économiques.

En conséquence, les OSC, seront davantage reconnues en tant qu'acteurs effectifs du développement. Ceci facilitera un rôle plus actif et participatif dans les différents cadres de

concertations et de dialogues, non seulement les pouvoirs publics, mais encore entre elles et avec les partenaires techniques et financiers.

Les modalités de gestion et mise en œuvre ont été conçues afin d'optimiser les solutions et de s'adapter aux défis auxquels les organisations de la société civile doivent répondre. Une structure mixte de mise en œuvre est prévue, compte tenu des expériences antérieures. Dans ce cadre, une équipe d'assistance technique long terme (unité d'assistance technique – UAT) aura pour mission principale de mettre en place un système d'appui, conseil et formation aux différents niveaux des OSC nigériennes pour la bonne exécution des activités du programme et l'obtention des résultats escomptés, à Niamey et dans les régions. L'assistance technique pourra mandater des experts dans les régions afin d'animer des dynamiques locales, assurer le conseil aux OSC, et faciliter le travail avec les autres acteurs.

En outre, un appel à propositions va permettre d'identifier des ONG nationales ou internationales de capacité technique et financière démontrée pour renforcer les capacités et dynamiques des organisations de base par le biais d'activités de renforcement, mentoring et l'utilisation de soutien financier aux tiers pour le financement de projets à petite échelle locale.

5. Mise en œuvre

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période Indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités prévues dans ce programme (section 4.2.) seront menées et les contrats et accords correspondants mis en œuvre, est de 42 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission qui modifiera le présente décision et les contrats et accords concernés. Les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Non applicable

5.4 Modalités de mise en œuvre

5.4.1 Gestion indirecte avec le Niger

La présente action ayant pour objectif de soutenir les dynamiques de renforcement des OSC afin qu'elles jouent un rôle accru dans le développement du Niger peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec le Niger conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323 conformément aux modalités suivantes:

L'Ordonnateur national agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions.

Les paiements sont exécutés par la Commission.

Conformément à l'article 190, paragraphe 2, point b), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et l'article 262, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 36 du règlement (UE) 2015/323 et l'article 19 c, paragraphe 1, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE, l'Ordonnateur National du FED du Niger applique les règles de passation de marchés établies à la deuxième partie, titre IV, chapitre 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Ces règles, ainsi que les règles applicables aux procédures d'octroi de subventions conformément à l'article 193 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 règlement (UE) 2015/323, seront fixées dans la convention de financement conclue avec le Niger.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers
5.4.1 Gestion indirecte avec le Niger	7 300 000	
Assistance Technique Long Terme	1 500 000	
Appel/s à Propositions	5 800 000	1 450 000
Répartition indicative par résultats		
R1 : Efficacité et crédibilité des OSC	2 200 000	
R2 : Dynamiques collectives	2 000 000	
R3: Concertation et dialogue	1 600 000	
5.9 Evaluation & 5.10Audit	350 000	
5.11 Communication	100 000	
Provision pour imprévus	250 000	
Total	8 000 000	1 450 000

5.7 Structures organisationnelles et responsabilité

Le programme sera sous mode de gestion indirecte. Le maître d'ouvrage du programme est le Ministère de l'Economie et des Finances, en sa qualité d'Ordonnateur national du FED. D'autres ministères transversaux seront impliqués dans la mise en œuvre et suivi. Il s'agit notamment du Ministère du Développement Communautaire et de l'Aménagement du Territoire (qui abrite en son sein la Direction des ONG et des Associations de Développement) du Ministère de l'Intérieur, et du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture.

La mise en œuvre se fera par le biais d'un ou plusieurs appel/s à propositions combinés avec de l'assistance technique. Un cabinet d'assistance technique (AT) de longue durée, sera recruté par appel d'offre international. Le cabinet mettra à disposition les experts et reste de personnel nécessaire pour la création d'une unité d'assistance technique (UAT), ayant une

connaissance solide sur le développement institutionnel de la société civile et une compétence approuvée en termes de gestion administrative et financière, ainsi qu'une expérience de communication, de suivi et de rapportage.

L'UAT mettra ainsi en place un système d'appui, conseil et formation à différents niveaux des OSC nigériennes pour la bonne exécution des activités du programme et l'obtention des résultats escomptés. L'UAT pourra mandater des experts dans les régions afin de faciliter le travail avec les autres acteurs.

L'AT à court terme pourra être mobilisée au besoin, y compris si nécessaire pour renforcer la présence de l'UAT dans les régions. L'AT à court terme pourra également être utilisée pour le recrutement d'assesseurs dans les différents appel/s à propositions.

L'UAT assistera l'ON et la Délégation dans la préparation des appels à propositions destinés à identifier des ONG locales ou internationales, de capacité technique et financière démontrée. Ces organisations vont bénéficier de contrats de subvention permettant de soutenir des actions menées sur le terrain par des associations de développement et des ONG locales pour l'atteinte des 3 résultats envisagés dans le programme. Pour la mise en œuvre de leurs actions, les organisations bénéficiaires pourront apporter un soutien financier aux tiers y compris des transferts d'espèces, sans condition, constituant de petits montants afin d'atteindre les organisations de base et renforcer leurs dynamiques. Cela se fera dans le respect des procédures applicables, en particulier en ce qui concerne les critères de sélection des tiers bénéficiant de ce soutien financier, ainsi que les critères permettant d'en déterminer le montant exact du soutien.

Compte tenu des délais nécessaires pour compléter la procédure d'appel d'offres international et afin d'éviter un trop grand décalage avec le PASOC II (finalisé en décembre 2015) une "clause suspensive" est octroyée pour le recrutement de l'AT de longue durée.

Comité de Pilotage

Un comité de pilotage fournira les orientations stratégiques pour le programme et décidera des mesures correctives en cas de problèmes lors de la mise en œuvre. Il aura un caractère tripartite en vue de favoriser le dialogue et la confiance entre la société civile, le gouvernement et la Commission européenne.

Le Comité est présidé par un représentant du Ministère de l'Economie et des Finances en sa qualité d'Ordonnateur national et de maître d'ouvrage. En outre et il est composé par:

- un représentant de la Direction des ONG et des Associations de Développement;
- trois représentants de la société civile;
- un représentant du Chef de délégation de l'Union Européenne (à titre d'observateur);
- un représentant des partenaires techniques et financiers soutenant des initiatives de la société civile au Niger (à titre d'observateur);
- toute autre personne ou institution qui puisse être invité par le Comité à titre d'assesseur ou observateur;

Le Comité se réunit au moins deux fois par an. Les fonctions des membres du Comité de Pilotage sont bénévoles. L'UAT exercera les fonctions de secrétariat du Comité.

5.8 Suivi de la performance et rapports sur les résultats

Le maître d'œuvre est responsable du suivi technique et financier permanent. Il établit un système de suivi technique et financier du projet, qui sera utilisé pour élaborer les rapports d'avancement et pour assurer le contrôle interne.

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux.

Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste d'indicateurs de résultat (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Evaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours, finale et, éventuellement, ex post de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport au fonctionnement du soutien fourni par l'UAT et les organisations bénéficiaires des contrats de subvention, en tenant compte aussi du fait qu'une phase subséquente du programme devra être formulée avant la fin de la mise en œuvre.

L'évaluation finale ou ex post sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier des leçons apprises pour la suite de l'appui aux organisations de la société civile dans le cadre du 11^e FED.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 2 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu un nombre de deux marchés de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre en 2018 et 2019.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu un nombre de deux marchés de services d'audit au titre d'un contrat-cadre en 2018 et 2019.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

Dans le cadre de la présente action, les actions de communication et visibilité seront conjointement définies par les ministères techniques, l'ON et la DUE, et mises en œuvre par le biais de contrats de services.

Objet	Type	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure	Montant total
Contrat de services de communication et visibilité des activités de l'action	Contrat de Services	1	2018Q1	100 000 EUR

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR LA MODALITE DE PROJET)

Les activités, les produits escomptés et l'ensemble des indicateurs, avec leurs cibles et les lignes de base qui figurent dans la matrice du cadre logique sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans modification de la décision de financement. La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des lignes supplémentaires seront insérées pour énumérer les activités, de même que des colonnes supplémentaires pour les objectifs intermédiaires (étapes), s'il y a lieu, et pour rendre compte des résultats obtenus, mesurés par rapport aux indicateurs.

	Logique d'intervention	Indicateurs	Lignes de base (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global: impact	L'objectif global est de soutenir les dynamiques de renforcement des OSC afin qu'elles jouent un rôle accru dans le développement du Niger, tout particulièrement à travers l'amélioration des conditions de vie des populations, de la consolidation de la démocratie et de la bonne gouvernance.	Le statut de la Loi régissant les OSC Score du l'Indicateur de Gouvernance (Worldwide Governance Indicator) / Voice and Accountability. (*)	Proposition de réforme de la loi régissant les OSC élaborée, mais non adoptée (2015) - 0.25 (2014)	Loi régissant la Société Civile révisée et adoptée (2018) Valeur positive (2018)	La décision sur l'adoption de la Loi régissant la société civile Rapport annuel de la Banque Mondiale	Niveau de sécurité et stabilité dans les régions concernées ne détériore pas Volonté de l'Etat à Coopérer avec la société civile, notamment dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la démocratie Engagement des OSC à jouer un rôle constructif de dialogue externe et interne au secteur
Objectif(s) spécifique(s): Effet(s) direct(s)	OS1 : Consolider les capacités individuelles et collectives des OSC pour une participation accrue à la mise en œuvre des politiques publiques de développement OS2 : Renforcer les opportunités et les conditions de concertation et d'un dialogue plus structuré entre les pouvoirs publics et la société civile pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques	Nombre de rapports produits par les OSC sur le suivi des politiques publiques, avec l'appui du projet Statut et degré d'opérationnalisation du cadre de concertation sectoriel	(0) (2016) Non officiel	3 rapports annuels produits par les OSC dans le suivi des politiques publiques (2018) Cadre de Concertation Etat-PTF- OSC officialisé (2017)	Rapports produits par l'AT Evaluation du programme Rapports des OSC et du programme Arrêté ministériel	Cadre juridique et réglementaire adapté régissant les activités des OSC Gouvernance interne effective et respect de la réglementation par les OSC

Produits	OS1/R1 : L'efficacité et la crédibilité des OSC sont renforcées en tenant compte de leur diversité	Tenue du Forum de la Société Civile	Forum reporté "sine die" (2013)	Forum de la Société Civile (2018)	Compte rendu du Forum	Gouvernance interne effective et respect de la réglementation par les OSC
		Pourcentage des fonds alloués au développement organisationnel sur le budget total des AàP	0(2016)	25% (2018)	Statistiques des appels à propositions Rapports de suivi de l'AT	
	OS1/R2 : Les dynamiques collectives au sein de la société civile sont également renforcées	Statut de la Charte de la Société Civile	Absence de consensus entre les OSC (2015)	Charte de la société civile validée (2018)	La Charte de la société civile publiée	Engagement des OSC à jouer un rôle constructif de dialogue interne et externe au secteur
		Nombre d'OSC adhérent à la Charte de la société civile	0 (2016)	+ 10% p.a.	Listes des adhérent à la Charte	
		Nombre des projets conjoints mis en œuvre avec l'appui du projet	0 (2016)	10% du total des projets financés dans le cadre du programme (2018)	Statistiques des appels à propositions Rapports de l'AT	
	OS2/R3 : La concertation et le dialogue entre les pouvoirs publics et la société civile sont améliorés et effectifs	Nombre d'ateliers de formation thématiques organisés par le programme	0 (2016)	3 (2018)	Rapports de l'AT	Volonté de l'Etat de coopérer avec la société civile
		Nombre de participations aux revues sectorielles annuelles	Participation sporadique (2016)	Participation dans toutes les revues sectorielles (2018)	Rapports des revues sectorielles	Engagement des OSC à jouer un rôle constructif de dialogue externe et interne au secteur